Rassemblement à Paris pour la libération immédiate de M^{me} Amel ALOUI, Maire de Tabarka (Nord de la Tunisie)

mercredi 17 août 2022, par Collectif / Signatures multiples (Date de rédaction antérieure : 17 août 2022).

A la suite de l'incarcération de la Jeune Maire de Tabarka Amel Aloui le 9 Août 2022, nous appelons à un rassemblement le vendredi 19 août 2022 18h30 Fontaine des innocents (Paris).

Pour la libération immédiate de M^{me} Amel ALOUI, Maire de Tabarka (Nord de la Tunisie)

Oui pour une justice indépendante et un procès équitable en Tunisie

Oui pour la Justice sociale en Tunisie

Rassemblement de solidarité à Paris

Vendredi 19/08/2022 à 18h30

Fontaine des Innocents – Paris 75001 –

Métro Chatelet-Les Halles

Madame Amel Aloui, Maire de la ville balnéaire de Tabarka au nord de la Tunisie, subit depuis son élection en mai 2022, un harcèlement policier et judiciaire, qui se termine par un emprisonnement arbitraire, même s'il est « provisoire », entravant gravement l'exercice de ses fonctions et ses prérogatives de maire et attestant d'une atteinte grave à l'Etat de Droit, de la justice équitable et indépendante.

M^{me} Amel ALOUI est connue pour son intégrité et particulièrement pour son engagement pour défendre les plus démunis et les valeurs de Justice Sociale.

Le contexte : La Maire M^{me} Amel ALOUI s'est engagée dans le cadre de ses prérogatives, à soutenir des populations marginalisées de jeunes chômeurs, en leur octroyant prioritairement des autorisations saisonnières d'exploitation commerciale d'espaces de plages gérées par la mairie de Tabarka. C'est une réponse ponctuelle et une solution pragmatique à une demande sociale légitime apportée par la Mairie de Tabarka.

Cette décision n'a pas plu au « lobby » privé qui abusait de la gestion de ces espaces et a créé un conflit d'intérêt direct. L'influence de ce lobby sur les autorités locales a valu à M^{me} Amel ALOUI, un harcèlement judiciaire et policier récurrent qui finit par son enferment en prison, de manière

arbitraire, disproportionnée sans la moindre preuve.

Nous dénonçons cette arrestation scandaleuse d'une élue qui ne fait qu'exercer ses prérogatives légales pour apporter des solutions ponctuelles et pragmatiques en faveur de la population défavorisée de sa commune. Nous exprimons notre solidarité avec M^{me} Amel ALOUI, Maire de Tabarka et demandons :

• Sa libération immédiate

• Des garanties et son droit à bénéficier d'un procès équitable que nos associations et organisations engagées dans la société civile ne manqueront pas de suivre aux niveau national et international

Nous appelons à

un rassemblement de solidarité à Paris

le Vendredi 19/08/2022 à 18h30

à la fontaine des Innocents – Paris 75001

Métro Chatelet-Les Halles

Premiers signataires :

Organisations

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA)

Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT)

Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie (CVDT) - Belgique

Fédération des tunisiens citoyens des deux rives (FTCR)

Mouvement citoyen des tunisiens en France (MCFT)

Riposte Internationale ONG de défense de droits humains

Parti des Travailleurs de Tunisie (PTT)

Le Pont de Genève

Pour une écologie populaire et sociale (PEPS)

Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT)

Personnes

Hichem Abdessamad, historien, militant associatif

Maha Abdelhamid, chercheuse, militante associative

Hafedh Affes, président de l' ATNF –Lille

Sanhaja Akrouf, militante associatif

Tewfik Allal, militant associatif

Mourad Allal, directeur de centre de formation, militant associatif

Rania Amdouni, militante associative Queer

Mohamed Barira, militant associatif

Adda Bekkouche, maire adjoint de Colombes (92)

Aziz Barkaoui, militant associatif

Faycal Ben Abdallah, président de la FTCR

Ali Ben Ameur, universitaire

Hedi Ben Kraiem, ingénieur retraité

Zeineb Ben Lagha, universitaire - Paris

Mohamed Bensaid, militant associatif

Alima Boumedienne, avocate,

Nadia Chaabane, députée de la constituante

Raja Chamakh, militante féministe

Hédi Chenchabi, directeur de centre de formation, militant associatif

Mouhieddine Cherbib, défenseur de droits humains

Monique Dental, militante féministe, réseau féministe « Ruptures » France

Mohsen Dridi, militant associatif

Kamel Douihou

Ali El Baz, militant de l'immigration

Nadia El Fani, cinéaste

Claudette Ferjani, retraitée

Mohamed Chérif Ferjani, universitaire

Nawel Gafsia, avocate

Azza Ghanmi, militante associative

Najla Gharbi, universitaire

Fathi Hajali, militant associatif

Taoufik Hamdi, militant politique

Mohamed Hamrouni, président MCTF

Kamel Jendoubi, militant associatif

Chokri Jlassi, militant politique

Saloua Kammarti, militante féministe, retraitée

Néjib Karafi, retraité

Ali Khémira, retraité, militant politique

Mohamed Khénissi, président de Nachaz

Said Laayari, militant associatif

Annie Lahmer, conseillère régionale EELV – IDF

Rania Majdoub, militante associative

Catherine Margaté, Maire honoraire de Malakoff

Patrick Margaté, militant politique

Jalel Matri, président de l'association le Pont de Genève

Sonia Mhedhbi-Soret, militante politique

Chérif Msadek, militant associatif

Habib Ouarda, libraire

Lilia Rebai, féministe, militante des droits humains

Lana Sadek, militante pour la Palestine

Mohamed Smida, militant politique et associatif

Fathi Tlili, président de l'UTIT

Agnès Tricoire, militante des droits humains

Marie Christine Vergiat, vice-présidente de la LDH

Abdallah Zniber, militant associatif